

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS ET INTERVENANTES DU COLLOQUE

« LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN TRANSFORMATION »

VALÉRIE AMIRAUX (PhD, 1997) est vice-rectrice aux partenariats communautaires et internationaux à l'Université de Montréal. Ayant une formation en histoire, arabe classique et science politique, elle est professeure titulaire de sociologie à l'Université de Montréal (en détachement de son poste de chargée de recherche au CNRS), où elle a dirigé la Chaire de recherche du Canada en étude du pluralisme religieux durant dix ans (2007-2017). Ses intérêts de recherche principaux sont le pluralisme religieux, la discrimination, les questions de race et d'ethnicité, l'islamophobie et la radicalisation, travaillant sur plusieurs États-membres de l'Union européenne et plus récemment sur la situation au Québec (Canada). Ses travaux récents analysent l'articulation entre pluralisme et radicalisation, avec une emphase particulière sur l'interaction, saisie par l'ethnographie, entre les sociétés majoritaires et les minorités musulmanes. Elle conduit par ailleurs une enquête de terrain sur le dévoilement de certaines femmes musulmanes.

LOUISE ARBOUR, C.C., G.O.Q., est juriste en résidence au cabinet d'avocats Borden Ladner Gervais. Elle fournit des conseils stratégiques en matière de litige, de gouvernance et de litiges internationaux. Elle agit aussi en tant que mentore auprès de jeunes avocats. Elle a récemment terminé son mandat à l'ONU à titre de représentante spéciale du Secrétaire général pour la migration internationale, qui a mené à l'adoption du Pacte mondial sur la migration. Elle a occupé d'autres postes importants aux Nations Unies, notamment ceux de haut-commissaire aux droits de l'homme (2004 à 2008) et de procureure générale pour les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (1996 à 1999). Auparavant, elle a siégé à la Cour suprême du Canada de 1999 à 2004, à la Cour d'appel de l'Ontario et à la Cour suprême de l'Ontario. Elle a présidé une commission d'enquête sur la prison pour femmes de Kingston en Ontario et a été membre de la Commission mondiale sur les élections, la démocratie et la sécurité. M^e Arbour a également siégé à titre de juge ad hoc à la Cour internationale de justice et a fait partie du groupe consultatif ministériel sur l'examen de la politique de défense du Canada. Elle est actuellement membre de la Commission mondiale sur les politiques en matière de drogues, de la Commission internationale contre la peine de mort et du Conseil consultatif de la Coalition pour la Cour pénale internationale. Mme Arbour a reçu de nombreux doctorats honorifiques et titres de reconnaissance. Elle est notamment Compagnon de l'Ordre du Canada depuis 2007, grande officière de l'Ordre national du Québec depuis 2009, Commandeur de la Légion d'honneur et décorée par l'Espagne, la Colombie et la Belgique. Elle a été nommée lauréate du Prix Tang 2016 dans la catégorie État de droit.

MICHEL AUDET, PhD, Distinction Fellow CRIA, est titulaire d'un doctorat en relations industrielles. Il a poursuivi une carrière de professeur et de chercheur au Département des relations industrielles de l'Université Laval de 1984 à 2006. De 2006 à 2020, il a été successivement Représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO à Paris, Commissaire général du Forum mondial de la langue française, sous-ministre au ministère des relations internationales, de la Francophonie et du commerce extérieur, Délégué général du Québec à Bruxelles, Représentant personnel (Sherpa) du Premier ministre auprès de la Francophonie et Chargé de mission pour le développement de la Vision Afrique du Gouvernement du Québec. Depuis juin 2020 il exerce les fonctions d'administrateur d'État au Conseil exécutif.

CHARLES-ANTOINE BARBEAU-MEUNIER est candidat au programme MD-PhD à l'Université de Sherbrooke, complétant conjointement des études en médecine et un doctorat en neuroimagerie. Avant son entrée en médecine, il a entrepris une maîtrise en sociologie, explorant le rôle critique de l'empathie comme levier à la coopération et réponse à la crise environnementale. En 2018, à titre de délégué jeunesse du Canada à l'Assemblée mondiale de la santé et au conseil directeur de l'Organisation panaméricaine de la santé, Charles-Antoine a mené des consultations

au travers du pays afin de représenter les priorités de la jeunesse en matière de santé, d'environnement et changements climatiques, ainsi que sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents. De 2014 à 2018, il a été membre du Groupe consultatif jeunesse de la Commission Canadienne pour l'UNESCO, travaillant sur les thématiques de la citoyenneté mondiale et de l'éducation à l'environnement. Aujourd'hui, Charles-Antoine est impliqué en action climatique, mobilisant la jeunesse et les professionnels de la santé auprès d'Environnement Jeunesse et de La Planète S'invite en Santé. Reconnu pour son engagement social et son sens de l'innovation, il était récipiendaire du prix Leadership pour jeunes chefs de file de l'Association Médicale Canadienne en 2019 et, en 2017, du prix du Temple de la renommée médicale Canadienne.

MARC-ANDRÉ BLANCHARD, à titre de premier vice-président et chef à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ mondial), est responsable des trois grandes directions régionales de la Caisse dans le monde, soit les États-Unis d'Amérique/Amérique latine, l'Europe et l'Asie-Pacifique. Il assume ainsi le leadership des activités des bureaux à l'international, en vue de poursuivre la diversification du portefeuille en abordant les différents marchés avec une vue d'ensemble. En plus de représenter la Caisse auprès d'intervenants clés dans des organisations mondiales, il a pour mandat de contribuer à en assurer la visibilité comme partenaire de choix dans les régions ciblées. M. Blanchard possède une longue feuille de route dans les domaines du droit, de la gestion et des affaires internationales. Avant de se joindre à la Caisse en septembre 2020, il a été ambassadeur et représentant permanent du Canada aux Nations Unies à New York, de 2016 à 2020. Au cours de son mandat, il a démontré un leadership de premier plan pour favoriser un meilleur alignement entre le capital et les objectifs de développement durable. De 2017 à 2020, il a siégé au conseil canadien de l'Accord de libre-échange nord-américain. Auparavant, il a été président du conseil et chef de la direction de McCarthy Tétrault, l'un des plus importants cabinets d'avocats au Canada. En plus d'un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal, M. Blanchard est titulaire d'une maîtrise en droit international public de la London School of Economics and Political Science.

MICHEL BOSAINT est le représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO depuis le 17 septembre 2019. Il a occupé diverses fonctions à l'Assemblée nationale du Québec depuis novembre 1989 et en a été le secrétaire général de 2010 à 2019. Tout au long de sa carrière, M. Bosaïnt s'est impliqué activement dans la consolidation des institutions démocratiques en participant à plusieurs actions de coopération internationale. Dans ce cadre, il a été appelé à travailler en étroite collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), l'Université Senghor à Alexandrie (Égypte) et la Chaire sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval à Québec (Canada). Michel Bosaïnt est titulaire d'un baccalauréat en droit et d'une maîtrise en droit public.

MIRIAM COHEN est spécialiste en droit international des droits humains et a été conseillère juridique à la Cour internationale de justice des Nations Unies (CIJ) et, antérieurement, à la Chambre d'appel et au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI). En tant que membre du Barreau du Québec, elle a pratiqué dans un bureau international à Montréal et également dans des causes pro bono. Mme Cohen était auparavant chercheuse à la Faculté de droit de Harvard, rapporteur d'un comité d'experts sur un projet de convention sur les crimes contre l'humanité, et membre d'une délégation à une négociation d'un traité aux Nations Unies, à Genève. Mme Cohen a agi en qualité de conseillère experte (droit international) pour la République du Panama devant le Tribunal international du droit de la mer. Elle collabore avec plusieurs équipes de recherche interdisciplinaires et internationales, et elle dirige actuellement deux grands projets de recherche interdisciplinaires dans le domaine du droit international des droits humains. Mme Cohen est rapporteuse pour le projet de la Oxford University Press sur les organisations internationales.

DANIEL JUTRAS, diplômé en droit de l'Université de Montréal et de l'Université Harvard, est le Recteur de l'Université de Montréal depuis le 1er juin 2020. Auparavant, il a enseigné à la Faculté de droit de l'Université McGill de 1985 à 2020, où il a été titulaire de la Chaire Wainwright en droit civil pendant 10 ans et Doyen de la faculté de 2009 à 2016. Il a aussi été conseiller juridique principal auprès de la juge en chef de la Cour suprême du Canada, la très

honorable Beverley McLachlin, entre 2002 et 2005. Spécialiste du droit civil et du droit comparé, Daniel Jutras a consacré ses travaux de recherche aux questions des institutions judiciaires et de la résolution des différends dans une perspective comparative. Ses contributions à la vie universitaire, à la vie politique canadienne et à l'innovation pédagogique ont été soulignées par son accession au rang d'officier de l'Ordre du Canada, en 2019. Il a également reçu le Mérite du Barreau du Québec en 2016, la distinction Avocat émérite du Barreau du Québec en 2014 et de la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en 2013.

FERRY DE KERCKHOVE est conseiller auprès du président de l'Université d'Ottawa pour la sécurité, les femmes et la paix. Professeur à temps partiel, il est aussi membre de l'Institut canadien des affaires mondiales, et est ancien vice-président exécutif et membre du conseil d'administration de l'Institut de la Conférence des Associations de défense et du Collège militaire royal de Saint-Jean. Ferry De Kerckhove est aussi conseiller auprès du Canada-Arab Institute et du Canada-Pakistan Business Council et membre du conseil d'administration du Collège militaire royal de Saint-Jean. Ferry De Kerckhove est un ancien diplomate canadien (Haut-Commissaire au Pakistan, Ambassadeur en Indonésie et en Égypte).

LOUISE FRÉCHETTE a occupé le poste de Vice-Secrétaire générale des Nations-Unies de 1998 à 2006. Avant de prendre ses fonctions à l'ONU, elle avait œuvré à la fonction publique du Canada notamment comme ambassadeur en Argentine et en Uruguay (1985-1988), ambassadeur et représentante permanente auprès des Nations Unies à New York(1992-1994), sous-ministre associée aux Finances (1995) et sous-ministre à la Défense nationale (1995-1998). Depuis son départ des Nations-Unies, Madame Fréchette a œuvré au sein de plusieurs organismes publics et privés. Notamment, elle s'est jointe au Conseil d'administration de CARE Canada, un organisme caritatif, en 2008 et en a assumé la présidence de 2012 à 2015. Elle a par la suite présidé le Conseil de CARE International de 2016 à 2019. Elle a aussi été membre du Conseil d'administration d'Essilor International de 2013 à 2020 et a présidé son comité de responsabilité sociale. Elle est membre de la Global Leadership Foundation et siège à son conseil d'administration. Madame Fréchette a obtenu une licence en histoire de l'Université de Montréal et un diplôme en économie du Collège d'Europe à Bruges, en Belgique. Elle a reçu de nombreux doctorats honorifiques d'universités canadiennes et étrangères et est Officier de l'Ordre du Canada.

LOUIS GAGNON a étudié le droit à l'Université de Montréal et à la London School of Economics and Political Science, à Londres, Royaume-Uni. Il a d'abord pratiqué le droit au sein d'un cabinet d'avocats de Montréal, pour ensuite rejoindre les Nations Unies et y faire carrière pendant 25 ans. Après un premier mandat comme Juriste au siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), alors basé à Vienne, Autriche, M. Gagnon a joint la FAO, au siège de l'Organisation à Rome, Italie. Il y a occupé divers postes de responsabilité, notamment comme Sous-Directeur de Cabinet auprès du Directeur général de l'Organisation et Directeur du Bureau juridique. À son départ de la FAO en 2019, il était Directeur responsable de la planification et de la gestion des activités du Secrétariat de la Conférence et du Conseil de la FAO, étant respectivement les instances plénière et exécutive de l'Organisation. Il agissait comme Secrétaire général de ces deux organes directeurs, et supervisait les fonctions de liaison entre le Secrétariat et les représentants des 194 États Membres de l'Organisation.

SÉBASTIEN GOUPIL a été nommé Secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO en août 2016. La Commission représente le principal lien entre la société civile, les gouvernements et l'UNESCO au Canada. Auparavant, Sébastien a consacré une grande partie de sa carrière à l'élaboration de politiques culturelles et sociales. Il a occupé divers postes de haut niveau au sein de l'administration fédérale, y compris à titre de Secrétaire général par intérim et Chef de cabinet du Bibliothécaire et Archiviste du Canada, à Bibliothèque et Archives Canada, et Directeur des politiques et de la gouvernance du Bureau des Affaires du portefeuille de Patrimoine canadien, l'un des plus importants portefeuilles d'organismes fédéraux fonctionnant de façon autonome du gouvernement. Entre 2010 et 2014, Sébastien a été le premier homme à siéger au comité exécutif de Condition féminine Canada,

entre autres à titre de Directeur général, Politiques et Relations extérieures. Dans ce rôle, il a dirigé le développement des politiques, de la recherche, des affaires intergouvernementales et des relations internationales. Il était aussi responsable de la mise en œuvre pangouvernementale de l'analyse comparative entre les sexes+, l'approche du Canada pour promouvoir l'égalité des sexes.

TINA GRUOSSO est une scientifique translationnelle pour une biotechnologie montréalaise qui développe de nouvelles thérapies en oncologie et maladies rares. Elle a obtenu son doctorat à l'Institut Curie et son post doctorat à l'Université McGill en oncologie et médecine de précision. Tina est une scientifique engagée et une défenseure de la science et des valeurs scientifiques dans tous les secteurs de la société comme l'innovation, la politique, la diplomatie et la communication scientifique. Pour ce faire, Tina est membre du conseil d'administration et ex-présidente de Dialogue Sciences et Politiques, une OSBL qui vise à porter la parole de la relève scientifique au cœur des discussions politiques et des enjeux de société. Tina est également membre du groupe d'experts du Conseil des Académies Canadiennes sur la transition des nouveaux titulaires de doctorat vers le marché du travail, de la Global Young Academy et du comité de rédaction du magazine de l'ACFAS.

ANDRÉ JUNEAU - Après sa retraite du Gouvernement du Canada en 2009 à la suite d'une carrière de trente-cinq ans, André Juneau a dirigé un centre de recherches sur le fédéralisme à l'Université Queens pendant quatre ans. Il fait maintenant de la consultation au Canada et à l'international sur les relations intergouvernementales et sur les politiques de l'infrastructure. Depuis 2017, il siège au conseil de l'Autorité du Pont Windsor-Détroit dont il a été le PDG par intérim pendant presque un an en 2017-2018. Au Gouvernement du Canada, il a été cadre dans le domaine des politiques intergouvernementales, de l'emploi, de l'immigration, et de la santé. En 1999 il a été nommé sous-secrétaire du Cabinet aux opérations. Il a ensuite créé le ministère de l'Infrastructure et des collectivités dont il a été le premier sous-ministre de 2002 à 2006. De 2006 à 2009, il a été le représentant permanent du Canada au conseil de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. Il a siégé au conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé en 1997-1998.

JEAN LACROIX est Président-directeur général d'Equium et ZeeOne depuis 2018. Il a été PDG de Réseau Environnement de 2014 à 2019 et PDG de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie de 2006 à 2018. De plus, il a été Fondateur et directeur général de la COOP carbone et de Québec'Eau (société mixte France-Québec). En plus de sa scolarité de Ph. D. en ressources naturelles, il détient deux maîtrises : une en sciences appliquées et une en gestion de l'environnement. Impliqué depuis plus de 25 ans dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement, il a siégé notamment sur le conseil exécutif du Centre d'excellence en efficacité énergétique et d'Écotech Québec de même que sur les conseils d'administration du Fonds d'action en développement durable, l'Alliance Switch et d'Enviro-compétence. Il est mentor et accompagnateur d'entreprises en démarrage dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement depuis plus de 15 ans.

PIERRE LAROUCHE est un expert en droit de la concurrence et en gouvernance économique ainsi qu'en responsabilité civile, dans les traditions de droit civil et de *common law* et est, depuis 2017, professeur titulaire en droit et innovation à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et vice-doyen au développement et à la qualité des programmes. Il dirige l'option doctorale « Innovation, science, technologie et droit ». Diplômé des facultés de droit des universités McGill, de Bonn et de Maastricht, M. Larouche était depuis 2002 professeur titulaire de droit de la concurrence à l'Université de Tilburg, aux Pays-Bas, où il a notamment cofondé le Tilburg Law and Economics Center (TILEC). Au cours de sa carrière universitaire en Europe, M. Larouche a aussi conçu et lancé un programme de 1er cycle innovateur, le Bachelor Global Law. Il a également enseigné au Collège d'Europe, à Bruges, tout en étant professeur invité dans de nombreuses universités en Amérique (Northwestern, Pennsylvanie), en Europe (Sciences Po, Bonn) et en Asie (Singapour). Les travaux du Pr Larouche, cités par la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour suprême du Royaume-Uni, ont influencé les politiques de la Commission européenne en matière de communications électroniques et de concurrence.

GABRIELLE MARCEAU, PhD, est conseillère sénior à la Division de la Recherche (ERSD) du Secrétariat de l'OMC depuis le 1er mai 2020. En septembre 1994, Madame Marceau a rejoint le Secrétariat du GATT et, pendant plusieurs années, sa principale fonction a été de conseiller les membres des groupes spéciaux, responsables des différends de l'OMC, les membres du Bureau du Directeur général, le Secrétariat et les Membres de l'OMC sur les questions liées à l'OMC. De 2005 à 2010, Mme Marceau a été conseiller juridique au Cabinet de l'ancien directeur général de l'OMC Pascal Lamy, et de 2016 à 2017, elle a été directrice par intérim, responsable de la division des affaires juridiques. Gabrielle Marceau est également professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université de Genève ; elle a été professeure invitée à l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (HEID) à Genève, à la Sorbonne à Paris, à l'Université Monash de Melbourne, au World Trade Institute de Berne et dans de nombreuses autres institutions. La Professeure Marceau est également impliquée dans plusieurs associations et des groupes faisant la promotion du droit international (économique). Professeure Marceau a publié de nombreux articles sur le droit de l'OMC et le droit économique international. Avant de rejoindre le Secrétariat du GATT, Gabrielle Marceau, membre du Barreau Québec/Canada, a exercé en pratique privée au Québec, Canada, principalement en droit du travail, en assurance et en droit civil.

RÉMI QUIRION, PhD, CQ, OC, MSRC, est le Scientifique en chef du Québec depuis juillet 2011. Professeur titulaire en psychiatrie à l'Université McGill, il a occupé le poste de directeur scientifique au Centre de recherche de l'Institut Douglas (1996-2011). En avril 2009 il a accepté la fonction du poste de Vice-doyen (sciences de la vie et initiatives stratégiques), Faculté de médecine, et celui de Conseiller principal de l'Université (recherche en sciences de la santé) à l'Université McGill en plus de la fonction de Directeur exécutif de la Stratégie internationale de recherche concertée sur la maladie d'Alzheimer des IRSC, postes desquels il a démissionné lors de sa nomination de Scientifique en chef en 2011. Il est le président des conseils d'administration des trois Fonds de recherche du Québec (Santé – Nature et technologies – Société et culture). Rémi Quirion a reçu de nombreuses distinctions dont celle d'officier de l'Ordre du Canada en 2007. Il est membre de la Société royale du Canada et Chevalier de l'Ordre national du Québec.

HERVÉ PRINCE est professeur agrégé de droit international économique à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université Laval et d'un doctorat en droit public de l'Université Montesquieu Bordeaux IV en France. Directeur du Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI), le professeur Prince dirige également l'Observatoire de l'intégration économique (LOIE). Il est chercheur associé au Centre d'études en droit économique (CÉDÉ) de l'Université Laval ainsi qu'au Centre Jean Monnet des universités de Montréal et McGill. M. Prince est professeur invité à l'Université Panthéon Assas-Paris 2.

CATHERINE RÉGIS est professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé, co-responsable du Hub santé – politique, organisations et droit (H-POD) et membre fondatrice du groupe de recherche Justicia (justice-ia.com). Elle est également chercheuse au Centre de recherche en droit public, au Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), à l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA), Membre académique associée au Mila ainsi que Conseillère spéciale et Vice-rectrice associée à la planification et communications stratégiques. Elle a participé à l'élaboration de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA. Ses travaux publiés dans de nombreuses revues nationales et internationales s'intéressent principalement à l'innovation numérique en santé et l'intelligence artificielle, la gouvernance collaborative dans les systèmes de santé, l'action normative de l'Organisation mondiale de la santé, le droit global de la santé, les modèles innovants de pratique médicale et la prévention et le règlement des différends en santé.

MICHÈLE RIOUX est professeure titulaire au département de science politique à l'Université du Québec à Montréal depuis 2006. Directrice du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) depuis 2011, elle fut directrice de la recherche du CEIM de 2003 à 2010. Elle a été professeure invitée Erasmus Mundus, MAPP consortium, à l'Institut d'études internationales de Barcelone en 2013 (www.ibeio.org). Spécialiste de l'économie politique internationale, ses recherches portent sur les organisations internationales et la gouvernance globale, les firmes transnationales, la concurrence, la société de l'information et le secteur des télécommunications, l'intégration économique et le régionalisme, le commerce électronique, le numérique, et les industries culturelles. Elle a fait partie de l'équipe de recherche FRQSC dirigée par Christian Deblock (De l'intégration en profondeur aux accords commerciaux : bilatéralisme et plurilatéralisme dans les politiques commerciales des États-Unis d'Amérique, du Canada et du Mexique, 2014-2019) qui avait obtenu un financement en 2009-2013). Elle dirige désormais cette équipe de 12 chercheurs avec la programmation "La mondialisation dans un contexte de grandes tensions. L'Amérique du Nord dans un contexte de grande tension".

SHEKHAR SAXENA est professeur en Pratique de la Santé Mentale mondiale au Département de la santé mondiale et de la population de la Harvard T. H. Chan School of Public Health. Psychiatre de formation, il a servi au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pendant 20 ans à compter de 1998. De 2010 à 2018, il a été directeur du département Santé mentale et toxicomanie à l'OMS. Sous sa direction, le Plan d'action de l'OMS pour la santé mentale a été adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé et la santé mentale, et le bien-être ont été inclus dans les objectifs de développement durable des Nations Unies. Auteur de plus de 300 articles universitaires, il a été rédacteur en chef de la Commission du Lancet sur la santé mentale mondiale et le développement durable 2018. Son expertise inclut de fournir des conseils fondés sur des données probantes et une assistance technique aux décideurs en matière de promotion de la santé mentale et de prévention et de gestion des troubles mentaux, troubles du développement, neurologiques et liés à l'usage de substances et prévention du suicide.

GABRIELLE SIMARD a été Scientifique en résidence à la Délégation générale du Québec à Munich de septembre 2018 à septembre 2020. Pendant ce projet-pilote en diplomatie scientifique, elle a contribué à développer des partenariats scientifiques en recherche fondamentale et appliquée entre le Québec et l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Elle a préalablement obtenu sa maîtrise et son doctorat en astrophysique à l'Université McGill, après avoir terminé ses études de premier cycle en physique à l'Université de Montréal et à la Universidad Nacional Autónoma de México. Au cours de sa formation académique, elle a développé une expertise en communication de la physique et de l'astrophysique, ce qui l'a amenée à présenter ses activités de vulgarisation scientifique dans plusieurs conférences internationales et à effectuer un stage en communication scientifique à l'Observatoire astronomique national du Japon à Tokyo.

MICHÈLE STANTON-JEAN, PhD, est chercheure invitée au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal et est présidente du comité sur la recherche responsable des Fonds de recherche du Québec. Elle a débuté sa carrière comme journaliste avant de poursuivre des études universitaires en histoire, formation des adultes et bioéthique. Elle a été sous-ministre de la santé du Canada (1993-1998), conseillère spéciale du Ministre des Affaires étrangères du Canada (Santé et Affaires sociales) à la Délégation permanente du Canada à Bruxelles 1998-2000 et présidente du comité international de bioéthique de l'UNESCO (2002-2005) et représentante du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO (2011-2014).

MARIE-JOËLLE ZAHAR est professeure de science politique et directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix de l'Université de Montréal. Elle a été membre de l'équipe de réserve d'experts en médiation du Département des Affaires Politiques des Nations Unies (2013-2015) et experte sénior en médiation détachée auprès du Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la Syrie (2017). Elle est aussi membre du Roster (répertoire) d'experts en médiation des Nations Unies.